MARS 2012
TOULOUSE
SE SOUVIENT...

—

du maréchal des logis-chef
Imad Ibn ZIATEN 30 ans,
assassiné à Toulouse le 11 mars,

—

des militaires **Abel CHENNOUF**, 26 ans
et **Mohamed LEGOUAD**, 24 ans,
assassinés à Montauban le 15 mars,

—

du rabbin et professeur d'école,
Jonathan SANDLER, 30 ans
et de ses deux jeunes fils,
Gabriel SANDLER, 3 ans, et **Arié SANDLER**, 6 ans,
de **Myriam MONSONÉGO**, 8 ans,
assassinés à Toulouse le 19 mars.

—

Les pensées des Toulousains
vont également

au militaire **Loïc LIEBER**, 28 ans,
grièvement blessé à Montauban le 15 mars,

et à **Aaron « Bryan » BIJAOUI**, 15 ans et demi,
grièvement blessé à Toulouse le 19 mars.

—

MAIRIE DE TOULOUSE

MARS 2012, TOULOUSE SE SOUVIENT...

Le dimanche 11 mars 2012. Imad Ibn Ziaten, maréchal des logis-chef du 1er Régiment du train parachutiste basé à Toulouse et Francazal, se rend aux Argoulets pour rencontrer un acheteur de sa moto. Il y trouve un homme en scooter, un court dialogue a lieu. Imad confirme bien qu'il est militaire depuis près de 10 ans. L'homme sort une arme et lui dit de se coucher. Imad refuse. Il est abattu à bout portant. Il est mort parce qu'il était un militaire français. L'enquête de police commence avec peu de pistes.

Le jeudi 15 mars en début d'après-midi, à Montauban, trois militaires en uniforme du 17e Régiment du génie parachutiste quittent l'enceinte de la caserne. Ils se dirigent vers un distributeur automatique de billets. Derrière eux, un homme à scooter arrive, descend de son engin et s'avance vers eux. Il leur tire dans le dos et s'assure de leur mort. Il remonte et disparaît dans la circulation. Les trois soldats agonisent à terre. Les secours ne pourront rien pour Abel Chennouf-Meyer, caporal-chef et Mohamed Chamse-Dine Legouad, soldat de première classe. Le caporal Loïc Liber sera sauvé mais restera tétraplégique. Ces jeunes hommes ont été pris pour cibles parce qu'ils étaient des militaires français.

Les enquêteurs ont compris que ces deux attentats sont liés : même arme, même marque de scooter, des militaires dont trois sur quatre avaient des origines maghrébines. Qui leur en veut ? Pourquoi ? L'enquête policière s'intensifie autour de plusieurs pistes.

Le lundi matin, 19 mars, devant le collège-lycée Ozar Hatorah dans le quartier de la Roseraie à Toulouse. Jonathan Sandler, 30 ans, rabbin et enseignant, attend avec ses deux garçonnets Arié et Gabriel la voiture qui amènera les petits à leur école maternelle. Un homme à scooter arrive, une camera Go-Pro harnachée sur la poitrine. Il assassine froidement Jonathan, Arié et Gabriel et poursuit Myriam Monsonego, la fille du directeur de l'école dans la cour avant de la tuer elle aussi. Un élève du collège, Aaron Bijaoui, est grièvement blessé. Le tueur se retourne et part sur son deux-roues. Les quatre victimes ont été ciblées parce qu'elles étaient présumées juives. Militaires français, Juifs français, même logique meurtrière.

La traque du meurtrier s'accélère. Un nom de famille commence à cocher toutes les cases des enquêteurs. Deux frères sont identifiés comme partageant une même idéologie djihadiste. L'appartement du plus jeune est localisé rue du Sergent-Vigné sur la Côte Pavée. Les policiers du Raid arrivent à Toulouse et la décision est prise de donner l'assaut très tôt dans la matinée du 21 mars. La première tentative échoue, le siège reprend pendant plus de 30 heures. Le dernier assaut est lancé le 22 mars à 11h00 du matin, le tueur de Toulouse et de Montauban meurt. Les habitants de Toulouse reprennent leur souffle, l'heure des interrogations commence. →

MAIRIE DE TOULOUSE

MARS 2012, TOULOUSE SE SOUVIENT...

Toulouse, ville de la *convivencia*, du vivre ensemble. Parfois, au cours de son histoire, l'intolérance religieuse a malheureusement pris le pas, comme lors de l'inquisition médiévale ou la répression des protestants sous l'Ancien Régime. Cette intolérance était alors l'œuvre des institutions dominantes. En 2012, les attentats de mars relèvent d'une idéologie djihadiste très minoritaire en France. Elle s'est nourrie ici de courants religieux extérieurs et de conflits contemporains en Afrique du Nord, en Europe et au Proche et Moyen Orient (Algérie, Bosnie, Tchétchénie, Afghanistan, Syrie et Irak). Dans cette idéologie, les ennemis sont les Américains, les Israéliens, les Occidentaux dont les Français. Et, parmi les Français, les militaires dont certains sont engagés dans des zones de conflits extérieurs ; et les Juifs, assimilés aux Israéliens sans nuance.

Sans être une ville de garnison, Toulouse a une longue histoire de présence militaire. La Révolution française marque un tournant et la ville voit apparaître plusieurs casernes dont les noms marquent encore le paysage urbain : Compans, Caffarelli, Niel, Pérignon. Avec la fin du service militaire et le développement d'une armée professionnelle, les casernes du centre-ville ont fermé avec une dispersion des sites militaires vers la périphérie (Balma, Francazal). Toulouse héberge l'état-major de la 11e Brigade parachutiste dont plusieurs régiments se trouvent dans des villes proches dont Montauban. Les hommes de ces unités ont pu être envoyés en opérations extérieures, notamment en Afghanistan, entre 2002 et 2014, fin de la présence militaire. Le tueur de Toulouse et de Montauban cherchait des militaires à abattre pour venger ses « frères » afghans.

L'histoire des Juifs à Toulouse a une histoire beaucoup plus longue car elle remonte au XIe siècle, au moment où les comtes de Toulouse régnaient encore sur la ville. Un long hiatus s'ouvre au début du XIVe siècle quand, après la conquête du Languedoc, les rois de France expulsent les Juifs du royaume. C'est la Révolution française qui donne aux Juifs le statut de citoyens français. Une petite communauté juive est présente tout au long du XIXe siècle et la première synagogue depuis le Moyen Age s'ouvre en 1851. Au XXe siècle, les guerres mondiales et la montée de régimes antisémites, notamment en Allemagne à partir de 1933, amènent à Toulouse des familles juives depuis l'Europe de l'Est, l'Europe centrale, l'ancien Empire Ottoman. L'invasion de la France en mai 1940 pousse de milliers de personnes vers Toulouse et le Sud-Ouest, dont plusieurs milliers de Juifs français et étrangers. Après la guerre, un nouvel afflux de populations juives arrive avec la décolonisation de l'Afrique du Nord. Cette croissance démographique s'accompagne de la création dans les années 1980 d'une école maternelle et primaire et d'un collège-lycée, sous contrat, pour des enfants de cette communauté. Quand le tueur cherche des Juifs à tuer, il sait qu'il va pouvoir en trouver dans ces écoles. C'est ce qu'il fait le matin du 19 mars 2012. ■

MAIRIE DE TOULOUSE

MARS 2012, TOULOUSE SE SOUVIENT…

Les actes terroristes de Toulouse et de Montauban
s'inscrivent dans une longue série – Madrid, 2004 ; Londres, 2005 ;
Bruxelles, 2014 et 2016, Paris, 2015, Nice, 2016…

La même idéologie fanatique et mortifère les inspire.
Face à elle, que pouvons-nous faire ?
Comment devons-nous nous comporter ?

La France est une république, le pouvoir politique est attribué
par des élections libres et non par la violence.
La souveraineté de la nation réside dans le peuple depuis la Révolution française ;
la France n'est ni une monarchie de droit divin ni une théocratie.

Les attentats terroristes de mars 2012
ne font pas partie d'une guerre de religion. Ce sont des actes politiques
qui s'attaquent aux fondements de la démocratie.

À ce titre, la désignation de « cibles » par des terroristes
– militaires, Juifs, journalistes de Charlie –
consciemment ou inconsciemment acceptée par la société,
est un piège et doit immédiatement déclencher une alerte
que la démocratie est attaquée.

La réaction unanime des citoyens et des forces vives
doit être immédiate et sans concession.

Les victimes de Toulouse et de Montauban
ne sont pas que des militaires et des Juifs, elles ne sont pas Autres,
elles sont nous-mêmes.

MAIRIE DE TOULOUSE